



Revue de presse



Jeudi 16 février 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du gouvernement: plusieurs secteurs à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé, mercredi, une réunion du gouvernement, consacrée à l'examen de questions liées au secteur de l'agriculture, de l'énergie, de la culture, et des travaux publics, indique un communiqué des Services du Premier ministre dont voici le texte intégral:

"Le Premier ministre, M. Aïmene Benaderrahmane, a présidé, ce mercredi 15 février 2023, une réunion du gouvernement tenue au Palais du gouvernement.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

BADR: près de 16.000 agriculteurs ont bénéficié du crédit "R'fig" au titre de la campagne agricole 2022/2023

Près de 16.000 agriculteurs ont bénéficié du financement dans le cadre du crédit "R'fig", octroyé par la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), au titre de la campagne agricole 2022-2023, a indiqué mercredi la directrice de marketing et de communication de cette banque publique, Larbas Kenza.



Téléphonie mobile : Djezzy affiche un bilan performant

Les premiers résultats de Djezzy depuis le rachat de la quasi-totalité des actions par le FNI-Fonds National d'Investissement sont tombés: l'entreprise enregistre le chiffre d'affaires plus élevé depuis le 4e trimestre 2017 et augmente fortement ses investissements au cours de l'année 2022.



Agence algérienne de promotion de l'investissement : 1.106 projets inscrits

La promulgation du nouveau Code de l'investissement semble avoir revigoré le climat général des affaires. Une évolution remarquable caractérise le climat des affaires en Algérie. Preuve en est, la progression ascendante du taux de projets d'investissement inscrits, notamment depuis la fin de l'année 2022 et le début de l'année en cours.



BADR - Crédit «R'fig» 16.000 agriculteurs bénéficiaires

Près de 16.000 agriculteurs ont bénéficié du financement dans le cadre du crédit «R'fig», octroyé par la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), au titre de la campagne agricole 2022-2023, a indiqué hier la directrice de marketing et de communication de cette banque publique, Larbes Kenza.



Djezzy réalise une excellente performance en 2022

Les premiers résultats de Djezzy depuis le rachat de la quasi-totalité des actions par le FNI-Fonds National d'Investissement sont tombés : l'entreprise enregistre le chiffre d'affaires plus élevé depuis le 4e trimestre 2017 et augmente fortement ses investissements au cours de l'année 2022 selon un communiqué parvenu à notre rédaction.



[Selon la Banque africaine de développement : La route transsaharienne est dans sa dernière phase de réalisation.](#)

La route transsaharienne, qui relie Alger à Lagos, « est entrée dans sa dernière phase de réalisation », a indiqué la Banque africaine de développement (BAD), qui revient sur l'état d'avancement des travaux au Niger.



[Alliance évolutive ?](#)

Le groupe des BRICS, dont l'acronyme a pris les premières initiales des cinq pays membres (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), qui a pris au départ la forme d'une conférence diplomatique, afin d'affirmer leur poids économique et politique sur la scène internationale, est-il en train d'évoluer vers une coopération militaire, capable de faire le contre poids des capacités militaires d'autres groupes d'Etats, comme les Etats-Unis, l'Union européenne et d'autres pays, réunis au sein de l'Otan ?



[Selon Kenza Larbes : « 22 milliards de dinars de crédits accordés par la BADR » Octroi de crédits agricoles « Rafik](#)

La directrice de marketing et de communication de la Banque de l'Agriculture et du Développement rural (BADR) Mme Kenza Larbes a déclaré, ce mercredi, que « 16 000 agriculteurs ont bénéficié d'un financement dans le cadre du le crédit Rafik qui est accordé par la « BADR » pour la saison agricole en cours 2022/2023 ».



[Pétrole : Une demande record attendue cette année](#)

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) relève ses prévisions sur la consommation de pétrole pour l'année 2023 qui devrait augmenter de deux millions. Une forte demande est attendue selon l'AIE qui prédit une augmentation record qui sera portée essentiellement par la Chine, mais aussi par les appétits de kérosène avec la reprise du trafic aérien.

Algérie : les députés réclament une augmentation de l'allocation touristique à 1500 euros pour couvrir les dépenses à l'étranger

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont soulevé la question de l'allocation touristique en Algérie au cours des derniers jours. Ils ont demandé que la valeur de cette allocation soit augmentée à 1500 euros, une promesse faite par le président de la République avant même son élection.



عرض أحكام المحاسبة العمومية والتسيير المالي بداية من الأحد

مهام جديدة للآمرين بالصرف في الوزارات والولايات وميزانية الدولة

تشرع لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، بداية من الأحد المقبل، في استقبال مسؤولي قطاع المالية وإطارات الوزارة، بدءا بمدير الميزانية والمحاسبية، لمناقشة مضمون مشروع القانون المتعلق بقواعد المحاسبة العمومية والتسيير المالي.



تساؤلات حول سبب تأخر برمجتها لحد الساعة

أجندة مكثفة و7 قوانين "ثقيلة" على طاولة البرلمان

ربما تكون أجندة نواب المجلس الشعبي الوطني، خلال الشهر المقبل الأكثر ازدحاما وكثافة خلال الدورة الثانية للهيئة التشريعية، نظرا لحجم المشاريع القانونية المحالة عليها من قبل الحكومة، والتي قاربت 7 نصوص جديدة، في وقت يتساءل نواب عن سبب تأخر المجلس في برمجتها.



مجموعة "بريكس" تدرس انضمام هذه الدول

تستعد مجموعة "بريكس" للبت في مؤتمرها هذا العام في عضوية دول جديدة ترغب بالانضمام إلى المجموعة، التي تضم روسيا والصين والبرازيل والهند وجنوب إفريقيا. وأفادت وكالة "بلومبيرغ" بأن مندوب جنوب إفريقيا لدى المجموعة، أنيل سوكلال، أكد أن السعودية وإيران بين الدول التي طلبت رسميا الانضمام للمجموعة.

BLANCHIMENT D'ARGENT ET FINANCEMENT DU TERRORISME

Banques, avocats et notaires appelés à plus de vigilance

Les établissements financiers mais également les notaires et avocats sont désormais dans l'obligation de redoubler de vigilance pour démasquer les auteurs de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme. La loi relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme les oblige de faire part de tout soupçon. Les associations à but non lucratif sont appelées à adopter des règles de gestion prudentielles en s'abstenant de recevoir des dons dont l'origine est inconnue.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La loi relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme connaît des modifications. Sa version finale est désormais promulguée. Le texte introduit des changements notamment en ce qui concerne les obligations des établissements financiers mais également de certaines professions comme les avocats et les notaires appelés à jouer un rôle de veille. Elles ont désormais l'obligation, d'appliquer les mesures préventives, y compris la déclaration de soupçon.

Désignés par le terme «assujettis» dans le texte de loi, les établissements financiers et les professions concernés sont tenus de «prendre des mesures appropriées pour identifier et évaluer les risques de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive» mais également de «s'assurer de l'identité de leurs clients» au moment d'effectuer des relations d'affaires, une transaction occasionnelle supérieure au seuil fixé par voie réglementaire ou encore une transaction occasionnelle sous forme de virement électronique.

Ils sont en effet tenus d'alerter dès qu'ils ont un soupçon de blanchiment

de capitaux ou de financement du terrorisme ou de prolifération, ou qu'ils doutent de la véracité ou de la pertinence des données d'identification du client.

La même vigilance doit concerner les mandataires et toute personne agissant pour le compte d'autrui tout en identifiant le bénéficiaire effectif. Pour y arriver, institutions financières mais également avocats et notaires, entre autres, devront disposer d'un «système adéquat de gestion de risques permettant de déterminer si un client potentiel, un client existant ou le bénéficiaire effectif est une personne politiquement exposée, de prendre toutes mesures raisonnables permettant d'identifier l'origine des capitaux et d'assurer une surveillance renforcée et permanente de la relation d'affaires».

Le texte définit les personnes politiquement exposées, comme «tout Algérien ou étranger élu ou nommé, qui exerce ou a exercé, en Algérie ou à l'étranger, de hautes fonctions législatives, exécutives, administratives ou judiciaires, ainsi que les hauts responsables de partis politiques ; politiquement exposés au sein des organisations internationales», mais également, «les personnes qui exercent ou qui ont exercé d'importantes fonctions



au sein ou pour le compte d'une organisation internationale».

Egalement dans le viseur, les associations à but non lucratif qui doivent redoubler de vigilance en ce qui concerne leur financement. La loi stipule en effet que, «toute association ou tout organisme à but non lucratif qui recueille, reçoit, donne ou transfère des fonds dans le cadre de son activité, est soumis à une surveillance appropriée par son organisme de contrôle compétent. L'autorité de supervision et de contrôle arrête les règles destinées à garantir que les fonds des organismes à but non lucratif ne soient pas utilisés à des fins de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive». Elles doivent s'abstenir de recevoir tous dons ou subventions dont

l'origine est inconnue ou provenant d'actes illégaux ; tous dons ou subventions considérés par la loi comme délit ou crime, provenant de personnes physiques ou morales ou d'organisations ou organismes impliqués, à l'intérieur ou hors du territoire de la République, dans des activités en rapport avec des infractions terroristes et enfin s'abstenir de «recevoir tout argent en espèces sans autorisation préalable de l'autorité compétente, conformément aux dispositions prévues par la législation et la réglementation en vigueur». Ce même texte met en place le concept d'«enquête parallèle» qui est menée parallèlement à l'enquête pénale sur des affaires de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme ou de financement de la prolifération d'armes de destruction massive. Elle vise à «déterminer

l'étendue des réseaux criminels ou la gravité de l'infraction, identifier et détecter le produit des infractions d'origine, des infractions de blanchiment d'argent, les fonds des terroristes et tous les fonds et biens qui peuvent être saisis ou confisqués».

Enfin, un comité national d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et du financement de la prolifération des armes de destruction massive est mis en place. Il est appelé à prendre «les mesures appropriées pour identifier, évaluer, comprendre et atténuer les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive auxquels la République algérienne est exposée et tient à jour cette évaluation».

N. I.

QUELQUES MOIS APRÈS SA NATIONALISATION

Les résultats de Djazzy repartent de plus belle

Devenu propriété de l'État après le rachat, finalisé l'été dernier, par le Fonds national d'investissement (FNI) de l'intégralité des actions détenue par le groupe Veon dans la société Omnium Télécom Algérie, l'opérateur de téléphonie mobile Djazzy a livré, hier mercredi, les premiers résultats de son activité en tant qu'entreprise à 100% algérienne.

Après moins d'un semestre d'exercice en tant qu'entité intégrale algérienne, l'opérateur Djazzy a réalisé des performances éloquentes si l'on en juge par les chiffres qu'il a rendus publics, hier. En effet, l'opérateur de téléphonie mobile a réalisé un chiffre d'affaires de 24,3 milliards de dinars au titre du dernier trimestre 2022, selon un communiqué de l'entreprise. Sur l'année, Djazzy a réussi à réaliser une croissance de 6,5% de son chiffre d'affaires ainsi qu'une hausse qualifiée d'exceptionnelle de 2,6% comparé au chiffre d'affaires du 3^e trimestre «malgré une saisonnalité habituellement défavorable», est-il souligné dans le communiqué. Un chiffre d'affaires qui, ajoute la même source, est considéré comme «le plus élevé depuis le 4^e trimestre 2017 et augmente fortement ses investissements au cours de l'année 2022».

Au titre du 4^e trimestre 2022, Djazzy a réalisé un chiffre d'affaires de 24,3 milliards de dinars, une croissance annuelle jugée forte, selon l'appréciation des dirigeants de l'entreprise puisqu'elle a atteint 6,5%, ainsi qu'une hausse estimée exceptionnelle de 2,6%, comparé au 3^e trimes-

tre de la même année. Le chiffre d'affaires annuel de Djazzy s'est élevé à 93,5 milliards de dinars, en augmentation de 5,2% par rapport à celui de 2021 «grâce à la croissance de la base de près de 600 000 abonnés, reflétant ainsi l'attractivité du portefeuille d'offres proposé aux clients», explique l'opérateur de téléphonie mobile avant d'ajouter que «l'accélération du déploiement et de l'optimisation du réseau menée depuis l'installation du nouveau conseil d'administration et de la nouvelle équipe dirigeante en août 2022 ont permis d'améliorer significativement la qualité du réseau et le débit internet». L'année dernière, les investissements de Djazzy ont atteint 18 milliards de dinars, soit en hausse de 28% par rapport à 2021. De la palette des chiffres présentés, il ressort également qu'en 2022, le bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement (EBITDA) s'est établi à 42 milliards de dinars, en hausse de 7,4% par rapport à l'année 2021, alors que la marge d'EBITDA est de 45%, en hausse de 1 point par rapport à 2021, et continue ainsi de refléter la bonne maîtrise des coûts opérati-



tionnels par la société, selon les remarques de cette dernière.

En tous les cas, ce sont des performances qu'apprécie particulièrement le P-dg par intérim M. Allouche qui met en exergue «le renforcement de la stabilité de l'entreprise» avec l'introduction d'une nouvelle dynamique «qui a eu un effet immédiat sur les résultats du 4^e trimestre 2022». L'objectif de Djazzy, tel que le veut la stratégie tracée par l'actionnaire

majoritaire (le FNI), est d'améliorer «fortement» la couverture réseau et de renforcer sa présence commerciale, le tout en poursuivant la modernisation de nos solutions technologiques que propose Djazzy. Pour 2023, en tant qu'entreprise publique économique et acteur majeur dans l'économie nationale, Djazzy s'engage, selon ses dirigeants, à poursuivre l'investissement massif «en vue de densifier la couverture réseau et

améliorer la qualité de service notamment dans les zones d'ombre et ce, afin de contribuer au développement socio-économique conformément aux orientations des pouvoirs publics». Et puis au-delà, Djazzy assure qu'elle continuera à s'impliquer pour l'émergence d'une économie basée sur la connaissance dans le cadre d'une stratégie visant à soutenir les jeunes porteurs de projets et les start-up.

Azedine Maktour

BAD : LA ROUTE TRANSSAHARIENNE EST «ENTRÉE DANS SA DERNIÈRE PHASE DE RÉALISATION»

La route transsaharienne, qui relie Alger à Lagos, «est entrée dans sa dernière phase de réalisation», a indiqué la Banque africaine de développement (BAD), qui revient sur l'état d'avancement des travaux au Niger. La route transsaharienne reliant l'Afrique du Nord à l'Afrique de l'Ouest «est entrée dans sa dernière phase de réalisation. Essentielle à l'avènement de la Zone de libre-échange continentale africaine, elle est longue de 9400 kilomètres», précise la BAD dans une publication. La BAD rapporte, à ce sujet, les propos d'Albéric Houssou Olaya Cestmir, responsable du projet au Niger pour le Groupe de la Banque, qui s'est exprimé sur l'état d'avancement de la route transsaharienne au niveau du Niger. Selon lui, la construction de la route transsaharienne

au niveau du Niger connaît «une bonne évolution» avec un aménagement de 1890 kilomètres sur un linéaire total d'environ 1950 kilomètres, soit 97%. Il a indiqué, qu'à ce jour, sur le volet routier, il reste les travaux pour conforter la couche de base réalisée initialement et qui s'est dégradée à cause des intempéries. Aussi, il est encore prévu des travaux de revêtement et de signalisation, avec l'achèvement de quelques volets du plan de gestion environnemental et social, comme l'équipement de forages et la fixation des dunes, poursuit-il. Interrogé sur la hausse du trafic routier et de la circulation des personnes aux frontières algéro-nigérienne et tchado-nigérienne, il dira qu'«effectivement avec l'aménagement de la route à presque 100% et le bitumage à 60% couplé à la réouverture de la frontière algéro-nigérienne en 2021, on observe un regain d'intérêt de la part des populations et des transporteurs. Le temps de parcours a baissé et de nouvelles opportunités économiques s'offrent aux populations dans la zone d'influence du projet». «Nous avons également observé une augmentation du trafic à la frontière tchado-nigérienne, qui s'explique par le rôle de pays de transit que joue désormais le Niger pour l'approvisionnement du Tchad à partir de l'Algérie et du Nigeria», a-t-il ajouté. (APS)

PREMIERS RÉSULTATS DEPUIS LE RACHAT DE LA QUASI-TOTALITÉ DE SES ACTIONS PAR LE FNI

2022, une année riche en succès pour Djezzy

Depuis le rachat de la quasi-totalité des actions de Djezzy par le Fonds national d'investissement (FNI), l'entreprise enregistre le chiffre d'affaires le plus élevé depuis le 4^e trimestre 2017. C'est en tout cas ce qu'a indiqué un communiqué publié hier. Ainsi, lors du 4^e trimestre 2022, l'opérateur a réalisé, selon la même source, un chiffre d'affaires de 24,3 milliards de dinars, atteignant ainsi une croissance annuelle de 6,5%. Une hausse exceptionnelle de 2,6% comparée au 3^e trimestre de la même année a également été constatée et cela malgré une saisonnalité habituellement défavorable.

A cet effet, Mahieddine Allouche, directeur général par intérim, a affirmé : « Nous avons réalisé une excellente performance en 2022, dans le contexte de la reprise de la quasi-totalité des actions de Djezzy par le Fonds national d'investissement. Nous avons réussi à renforcer la stabilité de l'entreprise et lui avons insufflé une nouvelle dynamique qui a eu un effet immédiat sur les résultats du 4^e trimestre 2022. Nous travaillons à mettre en œuvre la stratégie tracée par notre actionnaire majoritaire, le FNI, dont l'objectif est d'améliorer fortement la cou-

verture réseau et de renforcer notre présence commerciale, tout en poursuivant la modernisation de nos solutions technologiques. » A noter que le chiffre d'affaires annuel s'élève à « 93,5 milliards de dinars, en augmentation de 5,2% par rapport à 2021, grâce à la croissance de la base de près de 600 000 abonnés, reflétant ainsi l'attractivité du portefeuille d'offres proposé aux clients », poursuit le communiqué. Ce dernier fait savoir que Djezzy a fortement augmenté ses investissements au cours de l'année 2022.

En effet, le montant des investissements de la boîte s'élève à 18 milliards de dinars en 2022, enregistrant ainsi une hausse de 28% par rapport à 2021. En 2022, l'Ebitda s'est établi à 42 milliards de dinars, en hausse de 7,4% par rapport à l'année 2021. La marge d'Ebitda de 45%, en hausse de 1 point par rapport à 2021, continue de refléter la bonne maîtrise des coûts opérationnels par la société. En ce qui concerne l'amélioration de la qualité du réseau et le débit internet, la même source indique que cela n'a pu être possible que grâce au déploiement et à l'optimisation du réseau, menés depuis

l'installation du nouveau Conseil d'administration et de la nouvelle équipe dirigeante en août 2022.



D'ailleurs, en cette nouvelle année 2023, Djezzy s'engage à « continuer à investir massivement en vue de densifier la couverture réseau et améliorer la qualité de service, notamment dans les zones d'ombre, et ce, afin de contribuer au développement socioéconomique conformément aux orientations des pouvoirs publics », précise le communiqué.

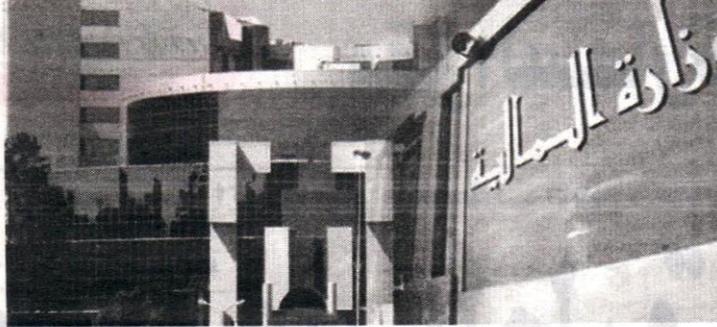
Par ailleurs, l'opérateur compte continuer à apporter sa contribution à l'émergence d'une économie basée sur la connaissance, et cela via une stratégie visant à soutenir les jeunes porteurs de projets et les start-up. Le bilan de Djezzy fait aussi état de son apport conséquent durant le mois sacré du Ramadhan avec ses 10 000 couffins distribués aux familles nécessiteuses. « Djezzy a également marqué la rentrée scolaire en lançant la campagne Walk For School, qui a permis d'équiper 12 000 élèves de packs scolaires à travers toutes les régions du pays », conclut le communiqué. **S. O.**

مشروع قانون المحاسبة العمومية

قواعد جديدة لضبط التسيير المالي العام

تحسين الوظيفة المحاسبية بإدراج محاسبة عامة وتحليلية
الخبير سلامي لـ «الشعب»: الجزائر تعيش تحولاً كاملاً في نظامها الاقتصادي وحوكمتها السياسية

شرعت لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، في مناقشة مشروع القانون المتعلق بقواعد المحاسبة العمومية والتسيير المالي، بعد عرضه من طرف وزير المالية إبراهيم جمال كسالي. ويعد مشروع القانون إحدى محطات الإصلاح المحاسبي الميزانياتي، بحيث سيسمح بإعطاء صورة واضحة حول الوضعية المالية عند نهاية كل سنة، بالإضافة إلى تكريس مبدأ الفصل بين الأمرين بالصرف والمحاسبين العموميين، وسيشكل مصدر معلومات للمسيرين، وأداة للمساعدة في إعداد التقديرات وتقييم السياسات العامة، كما يسمح أيضاً للبرلمان بالحصول على جميع المعلومات من أجل تقييم وتقدير الوضع المالي الحقيقي للدولة.



جمال الدين بوراس

بحسب ما جاء في عرض أسباب مشروع القانون، فإن أحكام القانون العضوي رقم 18-19 المتعلق بقوانين المالية، أدرجت مفاهيم جديدة ناجمة عن عصنة الأنظمة الميزانياتية بغرض تعزيز شفافية الإستراتيجية الميزانياتية، وتدرج ضمن إطار عصنة نظام المالية العمومية، وتدرج هذه الأحكام ضمن إطار منظور ميزانياتي متعدد السنوات، يوزع في شكل مهام وبرامج وأنشطة، وموجه نحو بلوغ نتائج مسطرة، تؤثر هذه المستجدات بشكل مباشر في المنظومة المحاسبية الحالية، وهي - في حد ذاتها - شرط أساسي لنجاح الأنشطة الرامية إلى تحسين تسيير المصالح الدولة، فضلاً عن الشفافية ورقابة العمليات الميزانياتية، هذا ما يستدعي - بالضرورة - إعادة صياغة الإطار القانوني الذي يحكم المحاسبة العمومية، من خلال إدخال إصلاح على المنظومة.

ويشمل هذا الإصلاح، المستجدات التي أدرجها القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية، مع مراعاة مبادئ التسيير الكلاسيكي للعمليات المالية والمحاسبية للدولة، على غرار مبدأ الفصل بين الأمرين بالصرف والمحاسبين العموميين، وكذا مبدأ وحدة الصندوق، حيث تشكل خطوة حاسمة في عصنة أدوات تنفيذ أحكام قوانين المالية. كما يهدف الإصلاح من جهة، إلى الانتقال من محاسبة الصندوق نحو المحاسبة على أساس الحقوق المثبتة أو المحاسبة السنوية، المستوحاة من المعايير المحاسبية الدولية للقطاع العمومي. كما يسمح من جهة أخرى، باستخراج قوائم مالية تعكس صورة صادقة عن الذمة المالية والوضعية المالية والنتيجة عند إقفال السنة المالية.

وبحسب مشروع القانون، فإن الانتقال من محاسبة الصندوق نحو محاسبة الحقوق المثبتة أو المحاسبة السنوية، يسمح للبرلمان بالحصول على جميع المعلومات التي تساعده في تقييم وتقدير الوضعية المالية الحقيقية للدولة، والتي تمكنه من توجيهه في اتخاذ القرار. كما أدرج هذا المشروع أحكاماً جديدة في مجال محاسبة الدولة والهيئات العمومية الأخرى، من خلال تحديد مختلف الأصناف المتمثلة في المحاسبة الميزانياتية والمحاسبة العامة أو المحاسبة السنوية ومحاسبة تحليل التكاليف. ويتضمن من جهة أخرى، على مجموع المبادئ التي تحكم محاسبة الإيرادات والنفقات العمومية، إضافة إلى دور كل الفاعلين المتدخلين في تنفيذ الميزانية والعمليات المالية والمحاسبية للدولة والهيئات العمومية الأخرى.

بالسنوات اللاحقة.

ويضيد الخبير سلامي، أن القانون بصيغته الجديدة، يكرس مشروع اعتماد محاسبة أهداف وبرامج بدل محاسبة الإيرادات والنفقات، من خلال سن قواعد محاسبية توجيهية تترافق السياسات القطاعية في تنفيذ البرامج المسطرة لها، والفائدة تكمن في التحول إلى مراقبة صرف الميزانية خلال السنة عوض الانتظار حتى نهايتها للحصول على تقارير الصرف. وعليه، فمشروع القانون هذا يأتي بحتمية التحول الاقتصادي، وضرورة تحيين البرامج والقواعد وكذا النصوص المالية وفق الأهداف التي سطر لأجلها قانون المحاسبة الجديد.

ويوضح مشروع القانون، أن التطبيق الفعلي لهذه الأصناف من المحاسبة، لاسيما منها المحاسبة السنوية، يتطلب اعتماد مرجع محاسبي مستوحى من المعايير المحاسبية الدولية للقطاع العمومي، وملائم للنظام الجزائري. والغاية المنشودة من هذا النظام الجديد، تحسين النجاعة من خلال الحوكمة الجيدة، لاسيما في جودة التقديرات عبر التكفل بجزء من التكاليف المؤجلة خلال برمجة ميزانية الدولة وتنفيذها، وإحكام مسؤولية كل متدخل في دورة الإيرادات ودورة النفقات، انطلاقاً من الاستحقاق إلى غاية التنفيذ، وكذلك إدخال شفافية أكبر، من خلال تتبع عملية جمع الأموال واستعمالها، وإنتاج معلومة ذات جودة تسمح بتسيير أحسن للديون والمستحقات، وتسيير أمثل للخزينة. وعلاوة على ذلك، وبغية إثراء المعلومة المحاسبية، فإن هذا المشروع يهدف إلى تحسين الوظيفة المحاسبية بإدراج محاسبة عامة ومحاسبة تحليلية للتكاليف ومحاسبة الميزانية، ضمن نظام معلومات مدمج.

وفيما يخص المحاسبة الميزانياتية، التي تدعى بمحاسبة الصندوق، التي تسجل الأحداث عند تأثيرها على السيولة، فإن الإبقاء عليها، بحسب نص مشروع القانون، يسمح بتتبع صارم لتنفيذ الإيرادات والنفقات العمومية للسنة الجارية. وتسمح المحاسبة العامة بربط التكاليف والنواتج بالسنة المالية المتعلقة بها، وبالتالي تسجيل الحقوق والالتزامات بمجرد الإثبات الفعلي لها بغض النظر عن لحظة تحصيل الإيراد أو دفع النفقة، كما تسمح هذه المحاسبة بإعطاء نظرة عن الذمة المالية للدولة، وكذا حول ديونها ومستحقاتها. أما فيما يخص محاسبة تحليل التكاليف، فإنها تمكن من حساب تكاليف الخدمات المقدمة والخدمات المنجزة، بالإضافة إلى تحليل تكاليف مختلف الأنشطة المتخذة في إطار البرامج، كما تسهل مراقبة مردودية المصالح وتشكل أداة للتحليل والمساعدة على اتخاذ القرار. في هذا الصدد، يؤكد الخبير الاقتصادي سعد سلامي، في تصريح لـ «الشعب»، أن الجزائر تعيش تحولاً كاملاً في نظامها الاقتصادي وحوكمتها السياسية. وعليه، اعتمدت الدولة نهجاً جديداً في إعداد موازنتها، وهو نهج الأهداف والبرامج. وحتى تتماشى قواعد المحاسبة العمومية مع هذا النهج، لا بد من إدخال إصلاحات عليها، تمكن أصحاب الحق الرقابي القبلي والبيدي من المادة المحاسبية التي تسمح بدراسة نتائج السنة الموازناتية وفق مبادئ النجاعة في المحاسبة العامة، والذهاب إلى أكبر درجة تحكم في صرف الميزانية من قبل المسيرين، بحسب البرامج المسطرة و الطلب المدرج في حصص التحكم المالي. كما يفرض التنظيم الجديد إصدار التقارير المحاسبية النهائية، ما يعطي قاعدة حسابية واضحة لتسطير الميزانية الخاصة

بنك الفلاحة والتنمية الريفية استفادة حوالي 16 ألف فلاح من قرض "الرفيق"

تشجيع الفلاح على مضاعفة إنتاج البقول الجافة

ويشجع بنك الفلاحة والتنمية الريفية الفلاحين المنخرطين أو المقبلين على الانخراط في شعبة البقول الجافة عبر منح امتيازات للفلاحين للاتجاه نحو الإنتاج الوطني في هذه الشعبة والحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن، لاسيما عقب قرار وزارة التجارة المتخذ مؤخرا والمتمثل في منح الحصرية للديوان الوطني المهني للحبوب في استيراد البقول الجافة.

في هذا الصدد، أكدت لرياس أن البنك يعمل على تشجيع الفلاحين من أجل التوجه نحو "مضاعفة الإنتاج في شعبة البقول الجافة" بمرافقتهم ودعمهم، مع منح الأولوية لهذه الشعبة في دراسة الملفات.

وتمنت المسؤولية قرار الوزارة، باعتباره "خطوة جيدة لدعم القطاع والإنتاج المحلي"، مؤكدة أن "هذه الشعبة ليست جديدة على الفلاح الجزائري ولكن سيتم تشجيعه على تكثيف الإنتاج عبر قروضنا التي تقدم عدة تسهيلات في مجال مرافقة ودعم الفلاحين تحت إشراف وزارة الفلاحة والتنمية الريفية".

وفي إطار هذا المسعى الرامي إلى مرافقة الفلاحين بغية النهوض بهذه الشعبة أوضحت المتحدثة أن البنك "سيكثف حملاته التحسيسية وخرجاته الميدانية للتقرب من الفلاح وللتعريف أكثر بالتسهيلات الممنوحة التي ستمكنه من مواكبة شعبة البقول الجافة".

ويدور الحبوب بمختلف أنواعها والبقول الجافة وكذا السلجم الزيتي (الكولزا) الذي سجل إيداع ثلاثة (3) ملفات تمت الموافقة على تمويلها في الموسم الفلاحي 2022/2023.

واعتبرت نسبة معالجة الملفات والمصادقة عليها "ممتازة"، حيث تجاوز عدد الملفات المقبولة الخاصة بقرض الرفيق نسبة 90 بالمائة من إجمالي الطلبات". وأضافت المتحدثة أن البنك يعمل على رقمنة القطاع، حيث سيتم الشروع في إنشاء منصة إلكترونية لإيداع الملفات والاستفادة من خدماتها وكذا لتسهيل عملية الجرد. وذكرت المسؤولية أن بنك الفلاحة والتنمية الريفية لا يزال يستقبل ملفات الفلاحين الراغبين في الاستفادة من قرض "الرفيق" الذي يعتبر الأكثر طلبا على مستوى الشبابيك الموحدة التي تضم عدة هيئات ذات صلة بالتنمية الفلاحية، مرجعة إقبال الفلاحين على هذا القرض إلى الإجراءات التنظيمية والتسهيلات المستحدثة للاستفادة منه.

يذكر أن قرض "الرفيق" عبارة قرض استثماري مدعم بشكل كلي من طرف الدولة موجه لتمويل الفلاحين ومربي المواشي الذين يمارسون نشاطاتهم على شكل فردي أو منظمين على شكل تعاونيات أو مجتمعات اقتصادية، حيث يضم أكثر من 350 مجال فلاح.

● استفاد حوالي 16 ألف فلاح من التمويل ضمن قرض "الرفيق" الذي يمنحه بنك الفلاحة والتنمية الريفية "بدر" برسم الموسم الفلاحي الحالي 2022/2023، حسب ما كشفت عنه مديرة التسويق والاتصال بهذا البنك العمومي، لرياس كنزة.

وأوضحت المسؤولية، في تصريح لـ "أوج"، أن حوالي 50 بالمائة من التمويلات الممنوحة في إطار قرض الرفيق قدمت لشعبة زراعة الحبوب، أي ما يعادل حوالي 22 مليار دج. وقد عرفت قروض الرفيق "ارتفاعا محسوسا" مقارنة بالمواسم الفلاحية الماضية، حسب ذات المسؤولية التي أرجعت هذا الارتفاع المتواصل إلى "الحملات التحسيسية والخرجات الميدانية التي يباشرها "بنك بدر" بالتنسيق مع عدة قطاعات، من بينها مديرية المصالح الفلاحية وغرفة الفلاحة وغيرها، بهدف التقرب من الفلاحين المنخرطين في هذه الشعبة وتشجيعهم على الاستفادة من هذا القرض "دون فوائد"، الذي من شأنه مساعدتهم على مضاعفة إنتاجهم والمساهمة في تحقيق الاكتفاء على المستوى المحلي والوطني.

وفي سياق متصل ذكرت لرياس أن "الملفات المصادق عليها تتعلق بتمويل مختلف المشاريع الاستثمارية في المجال الفلاحي، لاسيما اقتناء مختلف المدخلات الفلاحية

في قرار وزاري مشترك إجراءات جديدة لتأمين معطيات المسافرين جوا

وارسالها للوحدة إلكترونيا بصفة مؤمنة، للذين يتأهبون للمغادرة والدخول و/ أو العابرين للإقليم الوطني على متن وسيلة نقل جوية.

وفي حال تعلق الأمر برحلة جوية برمز مشترك بين ناقل أو عدة ناقلين متتاليين، تقع إلزامية إرسال المعطيات على الناقل الجوي الذي يقوم بالرحلة. وتتكون المعطيات من عدة معلومات، من بينها الرمز المرجعي لملف الراكب وتاريخ الحجز وإصدار التذكرة وتاريخ السفر وطرق الدفع ومعلومات وبيانات كثيري السفر والبيانات الخاصة بالأمتعة. وترسل المعطيات من قبل الناقلين ومتعاملي الأسفار الجوية، طبقا لبروتوكولات وصيغ تحويل المعطيات المعدة وفقا للمبادئ التوجيهية لجمعية النقل الجوي الدولي ومنظمة الطيران المدني الدولي والمنظمة العالمية للجمارك.

ح.ح

حدد قرار وزاري مشترك بين وزارات الدفاع الوطني والمالية والنقل والعدل والداخلية، مؤرخ في 22 ديسمبر 2022 وصدر في العدد الأخير من الجريدة الرسمية، معطيات الحجز والتسجيل وركوب المسافرين وكيفية إرسال هذه المعطيات، من طرف الناقلين ومتعاملي الأسفار الجوية. ويأتي هذا القرار تطبيقا لأحكام المادة 30 من المرسوم الرئاسي رقم 351-21 الخاص بإنشاء منظومة وطنية لمعالجة معلومات الركاب وتحديد مهامها وتنظيمها وسيرها، والهادف إلى تحديد معطيات الحجز والتسجيل وركوب الركاب وكذا كيفية إرسالها من طرف الناقلين ومتعاملي الأسفار الجوية إلى الوحدة الوطنية لمعلومات الركاب. ووفقا للقرار يتعين على الناقلين ومتعاملي الأسفار، جمع معلومات ومعطيات الحجز ومعطيات تسجيل وركوب الركاب عن كل رحلة،



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger